

RÉSUMÉ DE LA DEUXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES: 14 ET 15 JANVIER 2012

La deuxième session de l'Assemblée de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) s'est tenue les 14 et 15 janvier 2012 à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU). Plus de 750 délégués de 74 états membres, 50 états signataires et états adhérents, 13 autres états non-membres et 70 organisations observatrices y ont participé. Les délégués ont adopté des décisions sur, entre autres: le programme de travail et le budget pour 2012, le détachement du personnel, l'éthique et le conflit d'intérêts, et le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement. Deux tables rondes ministérielles ont également été organisées sur le projet de stratégie à moyen terme de l'IRENA, et la coopération avec le secteur privé. Le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a prononcé un discours lors de la clôture de l'Assemblée. Les décisions prises à la réunion, ainsi que les informations reçues au cours des deux tables rondes ministérielles, ont révélé la solidité de la structure institutionnelle de l'IRENA, démontré un soutien clair au travail qu'elle a accompli à ce jour, comme en témoignent l'impressionnante augmentation de son budget pour 2012 et les messages politiques clairs des délégués sur l'orientation que l'Agence devra prendre.

BREF HISTORIQUE DE L'IRENA

L'IRENA a été créée pour promouvoir l'adoption généralisée et accrue, et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables. Ses statuts ont été adoptés le 26 janvier 2009, et sont entrés en vigueur le 8 juillet 2010. Cent quarante-huit pays et l'Union européenne (UE) sont signataires de l'IRENA, et ses statuts ont été ratifiés par 84 États et l'UE.

CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE: La Conférence préparatoire pour la création de l'IRENA s'est tenue les 10 et 11 avril 2008, à Berlin, en Allemagne. Les délégués de 60 pays ont exprimé leur soutien à la création d'une agence internationale des énergies renouvelables, et ont débattu des questions telles

que les objectifs, les activités, la structure organisationnelle et le financement de la nouvelle agence. Deux ateliers préparatoires sur l'IRENA ont suivi à Berlin, en Allemagne, le 30 juin et le 1^{er} juillet 2008, et ont porté essentiellement sur son programme de travail, ses statuts et son financement.

DERNIÈRE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE: Cette réunion a eu lieu les 23 et 24 octobre 2008, à Madrid, en Espagne. Les délégués ont conclu les discussions sur les statuts de l'IRENA et résolu les questions telles que le financement, les critères et les procédures de sélection du Directeur général par intérim, et le siège provisoire, ainsi que la conception de la phase initiale de l'IRENA.

CONFÉRENCE FONDATRICE: La Conférence fondatrice de l'IRENA s'est tenue le 26 janvier 2009 à Bonn, en Allemagne, où 75 pays ont signé les statuts de l'IRENA.

PREPCOM1: La première session de la Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie le 27 janvier 2009 à Bonn, en Allemagne, à la suite de la Conférence fondatrice. Les

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de l'IRENA	1
Compte rendu de l'Assemblée de l'IRENA	2
Séance plénière	2
Table ronde ministérielle sur le projet de stratégie à moyen terme de l'IRENA	6
Table ronde ministérielle sur la coopération de l'IRENA avec le secteur privé	7
Plénière de clôture	7
Brève analyse de la réunion	8
Réunions à venir	9
Glossaire	10

délégués ont examiné les prochaines étapes pour l'IRENA et créé un comité pour la sélection du Directeur général par intérim, ainsi qu'un comité pour la sélection du siège provisoire. La Commission a également établi un comité de gestion présidé par l'Allemagne, dont le rôle est de faciliter l'efficacité du travail de la Commission, y compris en aidant à l'organisation des sessions ordinaires et en contribuant à l'élaboration des documents pertinents.

PREPCOM 2: La deuxième session de la Commission préparatoire de l'IRENA a eu lieu les 29 et 30 juin 2009 à Sharm el Sheikh, en Égypte, et avait pour objectif de statuer sur les questions concernant le siège provisoire et le Directeur général par intérim de l'IRENA. La ville d'Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU), a été désignée comme siège provisoire, et Hélène Pelosse (France) a été nommée Directrice générale par intérim. Les délégués ont également décidé que la ville de Bonn, en Allemagne, abritera le Centre d'innovation et de technologie de l'IRENA, tandis que Vienne, en Autriche, sera le siège du bureau de liaison de l'IRENA pour la coopération avec d'autres organisations qui mènent des activités dans le domaine des énergies renouvelables. Les délégués ont en outre examiné des questions telles que le premier programme de travail, le règlement financier, les statuts du personnel et le budget.

PREPCOM 3: La troisième session de la Commission préparatoire de l'IRENA s'est tenue le 17 janvier 2010 à Abu Dhabi, EAU. Les délégués ont achevé le budget et le programme de travail de l'IRENA pour 2010, et adopté d'autres mesures pour la mise en fonction de l'Agence.

PREPCOM 4: La quatrième session de la Commission préparatoire de l'IRENA s'est déroulée les 24 et 25 octobre 2010 à Abu Dhabi. La Commission a accepté la démission d'Hélène Pelosse de ses fonctions de Directrice générale par intérim, et a nommé Adnan Amin (Kenya) à ce poste, en attendant la première session de l'Assemblée.

PREPCOM 5: La cinquième session de la Commission préparatoire de l'IRENA s'est tenue le 3 avril 2011 à Abu Dhabi. La Commission a finalisé les préparatifs et les mesures transitoires en vue de la première session de l'Assemblée de l'IRENA, et a proposé à l'Assemblée Adnan Amin comme Directeur général élu.

PREMIÈRE SESSION DE L'ASSEMBLÉE: La première session de l'Assemblée de l'IRENA a eu lieu les 4 et 5 avril 2011 à Abu Dhabi. L'Assemblée s'est concentrée sur, entre autres choses, l'élection du Conseil; le programme de travail et le budget pour 2011; les règles de procédure; les dispositions transitoires; les questions relatives au personnel et aux finances; et l'organisation de la deuxième session de l'Assemblée. La session de l'Assemblée comprenait un Segment de haut-niveau auquel ont participé plus de 50 ministres.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE DE L'IRENA

Samedi le 14 janvier 2012, l'Assemblée de l'IRENA a ouvert sa deuxième session. L'Assemblée a élu par acclamation, comme président, Salvador Namburete, Ministre de l'énergie du Mozambique. L'Assemblée a ensuite adopté l'ordre du jour provisoire révisé (A/2/L.2/Rev.1; A/2/L.2/Add.1/Rev.1); et une décision sur la participation des observateurs (A/2/L.3).

Kazuyuki Hamada (Japon), Guy Lentz (Luxembourg), Lorena Lanza (Nicaragua), et Mona Al-Maadeed (Qatar), ont été élus comme vice-présidents, et Milan Hovorka (République tchèque) comme rapporteur.

L'Assemblée a par la suite constitué un comité de vérification des pouvoirs comprenant la Biélorussie, Djibouti, le Kenya, la Mongolie, la Pologne, l'Espagne, le Nicaragua, Samoa et le Mozambique.

SÉANCE PLÉNIÈRE

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

POUR 2011: Le samedi matin, Adnan Amin, Directeur général de l'IRENA, a présenté le Rapport annuel du Directeur général pour 2011 (A/2/4) et a déclaré que les événements dramatiques naturels et économiques de 2011 ont révélé des possibilités pour l'adoption des énergies renouvelables. Il a indiqué que la gestion de l'IRENA et les fonctions de soutien se sont améliorées, et a parlé de plusieurs réunions intergouvernementales organisées par l'IRENA qui ont permis de renforcer la visibilité de celle-ci sur les agendas mondiaux et régionaux de l'énergie. Il a ajouté qu'un statut d'observateur aux Nations Unies a été accordé à l'IRENA à la fin de 2011. En réponse à une question de la France, Amin a indiqué que les comptes définitifs seront prêts pour la vérification à la fin de mars et, à propos de l'exécution budgétaire, il a commenté que le paiement tardif des contributions par la majorité des membres a imposé des contraintes sur la gestion financière. Il a pris note de la requête du Nigéria sur la mise en œuvre accélérée des projets d'énergies renouvelables et exhorté l'Assemblée à se pencher sur cette question.

RAPPORT DU FORUM CONSULTATIF DE HAUT-NIVEAU IRENA-AFRIQUE:

Ogunlade Davidson, Ministre de l'énergie et des ressources en eau de la Sierra Leone, a fait une présentation sur les résultats du Forum consultatif de haut-niveau IRENA-Afrique tenu les 8 et 9 juillet 2011 à Abu Dhabi, plus particulièrement sur le Communiqué d'Abu Dhabi sur les énergies renouvelables pour accélérer le développement de l'Afrique. Il a expliqué que la mise en fonction de ses composantes exige qu'un accent soit mis sur, entre autres: la création d'une plate-forme pour l'amélioration des cadres politiques, le renforcement des capacités et les campagnes de communication; la mise au point d'une méthodologie d'évaluation de l'état de déploiement des énergies renouvelables; une meilleure compréhension des perspectives pour le secteur énergétique africain de participation au développement des technologies plus pertinentes pour l'Afrique; l'appui au développement des plans d'actions régionaux d'énergies renouvelables; et l'élaboration d'études de cas sur l'accès à l'énergie et aux emplois.

RAPPORT DE LA RÉUNION DES DIRIGEANTS DU PACIFIQUE:

Henry Puna, Premier Ministre des Îles Cook, a présenté un rapport sur la Réunion des dirigeants du Pacifique qui s'est tenue le 13 janvier 2012 à Abu Dhabi. Il a souligné les défis économiques et sociaux importants qui se posent aux États insulaires, notamment, l'approvisionnement en énergie et

la volatilité des prix, les changements climatiques, et l'immense potentiel d'exploitation des énergies renouvelables actuellement sous-utilisé. Il a souligné qu'une attention particulière devra être accordée à l'évaluation des potentiels énergétiques des pays et au développement des solutions innovantes pour combler les lacunes technologiques et financières. Il a ajouté que le Communiqué d'Abu Dhabi adopté par les participants reflète le soutien des nations insulaires du Pacifique à l'IRENA pour la mise en œuvre d'activités dans la région.

ALLOCUTION SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DE RIO+ 20: Sha Zukang, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD ou Rio +20), a félicité les membres de l'IRENA d'avoir placé les énergies renouvelables au centre de l'attention internationale. Il a souligné que les énergies renouvelables peuvent permettre de relever plusieurs défis, dont la réduction de la pauvreté, les changements climatiques, la sécurité énergétique et le développement économique, et que l'IRENA doit être à la première ligne de l'Initiative du Secrétaire général de l'ONU pour l'énergie durable pour tous (SE4ALL). Il a exprimé l'espoir que l'IRENA puisse devenir une plate-forme internationale d'échange d'informations sur les énergies renouvelables et accroître les activités de renforcement des capacités, plus particulièrement dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits états insulaires en développement (PIED). Il a souligné que la prochaine Conférence de Rio +20 offre une occasion de convenir d'une feuille de route pour une économie verte alimentée par les énergies renouvelables, et indiqué que 430 soumissions sur l'énergie ont déjà été reçues pour le projet de document de Rio+20.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL: Martin Hoffman (Australie), président du Conseil de l'IRENA, a présenté un résumé des travaux effectués par le Conseil au cours de ses deux réunions tenues les 10 et 11 juillet 2011, et les 13 et 14 novembre 2011, et a mis l'accent sur, entre autres: un processus pour l'établissement d'une méthodologie de sélection des membres du Conseil; les questions administratives; le programme de travail et le budget; et la stratégie à moyen-terme. Il a ensuite souligné le défi que pose à l'IRENA la réalisation d'un équilibre entre les attentes élevées et les ressources disponibles, et que le succès de l'IRENA dépendra de ses relations et de sa prise de conscience des risques de chevauchement avec d'autres organismes.

PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ ET BUDGET POUR 2012: Amin, le Directeur général, a présenté le programme de travail proposé et le budget pour 2012, (A/2/1), accompagnés d'une Note et d'une Matrice explicatives (A/2/1/Add.1), d'un projet de décision (A/2/DC/L.1.) et du rapport sur le Fonds de roulement (A/2/L.5). Il a souligné les recommandations du Comité chargé des politiques et des stratégies d'étendre le travail régional en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans la région des Îles du Pacifique, et a parlé des résultats prévus pour 2012, notamment: les avis en matière de politiques; l'avancement des technologies transversales d'énergies renouvelables; et l'amélioration sur les objectifs de coûts-efficacité, la transparence et l'imputabilité. Il a conclu en expliquant que le Fonds de roulement est utilisé pour faire face aux contraintes budgétaires à court-terme.

Au cours du débat qui a suivi, de nombreux pays ont salué les efforts déployés par l'IRENA en 2011 et souligné la nécessité pour l'Agence d'être axée sur les résultats, de hiérarchiser les mécanismes financiers et de maintenir modérées les demandes d'augmentation budgétaire. Le Royaume-Uni a exhorté le Secrétariat à: se baser sur les indicateurs de réussite convenus; considérer les questions de financement au-delà de 2015 lorsque le pays hôte ne sera plus tenu de verser des contributions; renforcer la participation des membres à l'élaboration des programmes de travail; et à créer un lien entre le programme de travail et la vision stratégique de l'Agence, y compris sa stratégie quinquennale. L'Italie a recommandé de se concentrer sur l'élargissement de la base des contributeurs, au lieu d'augmenter les cotisations des membres qui contribuent déjà.

En réponse aux préoccupations de la France et de l'Espagne concernant les contributions des nouveaux membres, Amin a indiqué que toute réduction du budget proposé signifierait un choix à faire entre les niveaux de dotation de personnel ou le volume des activités prévues. Il a ensuite parlé du nombre encourageant de ratifications à ce jour et de l'anticipation d'un nombre beaucoup plus important au cours de l'année à venir, ce qui permettrait d'élargir la base du financement.

Décision finale: L'Assemblée a adopté le programme de travail et le budget. Les points importants du budget comprennent: les ressources totales d'un montant de 28,4 millions \$ US, dont 16 millions \$ US proviennent des cotisations des membres et 12,4 millions \$ US des contributions volontaires des Émirats arabes unis et de l'Allemagne, pour le fonctionnement, la recherche, les ateliers, les conférences et les coûts d'exploitation.

Le programme de travail et le budget pour 2012 demandent entre autres: l'exécution à temps des responsabilités et de la gestion administrative du bureau du Directeur général; la facilitation des vérifications et une réponse appropriée aux recommandations de la vérification; la coordination et la gestion des sous-programmes et des activités et leurs évaluations; et le maintien d'une présence aux événements relatifs aux énergies renouvelables. Le Sous-programme 1 sur la gestion des connaissances et la coopération technique, entre autres: poursuivra l'élaboration des indicateurs pour les énergies renouvelables, coordonnera le développement des Atlas solaire et éolien mondiaux, poursuivra ses évaluations de l'état de déploiement des énergies renouvelables dans les pays en développement, et élaborera davantage l'évaluation des connaissances et l'analyse des lacunes. Le Sous-programme 2 sur les Services consultatifs et le Renforcement des capacités, entre autres: renforcera la capacité des pays à concevoir des cadres propices à long terme d'énergies renouvelables; renforcera la compréhension par les gouvernements des lacunes et des besoins critiques en matière de renforcement des capacités; et améliorera la compréhension des conditions économiques et financières pour renforcer les investissements dans les énergies renouvelables. Le Sous-programme 3 sur l'Innovation et la Technologie entre autres: aidera les gouvernements dans la planification énergétique pour une technologie d'énergie renouvelable et des stratégies d'innovation plus efficaces; et facilitera une meilleure compréhension du potentiel de réduction des coûts grâce au développement technologique et au déploiement du marché pour accélérer l'adoption des énergies renouvelables.

PRÉSENTATION ET EXAMEN DU SOUS-PROGRAMME 1—GESTION DES CONNAISSANCES ET COOPÉRATION TECHNOLOGIQUE: Gauri Singh,

Directrice de la Gestion des connaissances et de la coopération technologique, IRENA, a souligné que pour promouvoir la croissance durable, l'adoption des énergies renouvelables doit être accrue. Elle a mis l'accent sur l'Atlas mondial, une initiative internationale lancée par le Groupe ministériel sur les énergies propres, et souligné les commentaires exprimés lors d'un atelier d'utilisateurs finaux tenu le 13 janvier 2012. Elle a mis en exergue les travaux en cours visant à promouvoir les synergies, y compris avec l'Initiative SE4ALL du Secrétaire général des Nations Unies, les énergies renouvelables dans les îles et le projet de l'IRENA sur l'évaluation de l'état de déploiement des énergies renouvelables. L'Assemblée a pris note du rapport.

PRÉSENTATION ET EXAMEN DU SOUS-PROGRAMME 2—SERVICES CONSULTATIFS ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: Hugo Lucas,

Directeur des services consultatifs et de renforcement des capacités de l'IRENA, a parlé de la nécessité d'approches bien adaptées pour une adoption réussie des énergies renouvelables, afin de répondre aux réalités propres à chaque pays. Il a ensuite parlé des activités achevées en 2011 telles que la première étude sur la création d'emplois dans le contexte de l'accès à l'énergie avec les énergies renouvelables. Il a en outre souligné les plans pour les projets à venir, notamment le programme de bourses de l'IRENA, le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, et la création d'entreprises industrielles. Pour conclure, il a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer les stratégies d'électrification rurale en mettant à profit l'expérience des experts et entrepreneurs en énergies renouvelables dont le nombre ne cesse de croître. L'Assemblée a pris note du rapport.

PRÉSENTATION ET EXAMEN DU SOUS-PROGRAMME 3—INNOVATION ET TECHNOLOGIE:

Dolf Gielen, Directeur du Centre de l'innovation et de la technologie de l'IRENA (CITI), a présenté un rapport sur les activités du CITI à Bonn, en Allemagne, et a relevé que la vaste répartition géographique des membres de l'IRENA représente un défi important nécessitant une coopération étroite au niveau régional. Il a déclaré que les activités du CITI en 2012 comprendront deux composantes: la planification énergétique pour la technologie des énergies renouvelables et les stratégies d'innovation, et les réductions des coûts. Gielen a ensuite indiqué que l'accent mis sur la production énergétique en 2011 sera transféré sur le transport en 2012. Il a insisté sur les objectifs d'une coopération accrue avec les membres, et sur le développement d'un outil logiciel pour permettre aux membres de soumettre les données de projet. L'Assemblée a pris note du rapport.

JEREMY RIFKIN, ORATEUR INVITÉ: Dans son allocution à la plénière, Jeremy Rifkin, président de l'Observatoire des tendances économiques, a déclaré que la flambée des prix du pétrole et la crise économique de 2008 ont marqué la fin de l'économie basée sur les combustibles fossiles. Il a ensuite parlé des cinq piliers de la «Troisième révolution industrielle», à savoir: le développement des sources d'énergie renouvelables; les bâtiments comme principaux points de

captage de l'énergie; l'hydrogène comme moyen de stockage de l'énergie; l'utilisation des technologies de communication pour vendre le surplus d'énergie au réseau; et une transformation concomitante dans le système de transport.

PROCÉDURES D'IDENTIFICATION D'UN MÉCANISME POUR LA COMPOSITION, L'ÉLECTION ET LA ROTATION DU CONSEIL: Le président du Comité de la gouvernance et des questions juridiques (CGJ), 'Akau'ola (Tonga) a présenté le projet de décision sur la nomination des modérateurs pour la composition du Conseil, l'élection et la rotation (A/2/DC/L.3). Il a informé les délégués sur les premières discussions du CGJ relatives à la composition du Conseil, en soulignant la nécessité d'assurer une répartition géographique efficace, juste et équitable, et d'examiner éventuellement les questions du siège, de la participation active, des contributions financières et des critères liés aux énergies renouvelables.

Décision finale: L'Assemblée a adopté la décision par consensus (A/2/DC/L.3), et a nommé le Pérou et le Luxembourg comme modérateurs agissant sous la direction du président de l'Assemblée.

PROJET DE RÈGLES DE PROCÉDURE DES ORGANES SUBSIDIAIRES: Le Secrétariat a présenté le projet de Règles de procédure des organes subsidiaires (A/2/DC/L.4) qui devra être inclus dans les Règles de procédure provisoires de l'Assemblée et du Conseil (A/1/DC/1) sur les questions telles que la nomination des présidents des organes subsidiaires, les conditions de service, l'adhésion et la conduite des affaires.

Décision finale: L'Assemblée a adopté par consensus la décision (A/2/DC/L.4) qui demande au Secrétariat d'inclure le projet de Règles de procédure des organes subsidiaires dans les Règles de procédure provisoires de l'Assemblée et du Conseil, et d'examiner les Règles de procédure de l'Assemblée et du Conseil avant la cinquième session de l'Assemblée, afin de considérer les amendements.

PROCÉDURES DE DÉTACHEMENT DU PERSONNEL: Le Secrétariat a présenté le Rapport du Directeur général sur les procédures de détachement du personnel (A/2/9). Elle a informé les délégués sur les discussions du Groupe de travail chargé des questions juridiques relatives à la résolution de la question de l'inégalité dans le statut et le traitement du personnel en détachement venant de divers organismes, et à la recommandation du Groupe voulant que le concept de détachement soit aligné sur un modèle utilisé par d'autres organisations internationales, et en vertu duquel le personnel en détachement est traité comme des membres du personnel à part entière ayant un contrat à durée déterminée, qui sont régis par les statuts du personnel et rémunérés par un fonds alimenté par les contributions des organisations participantes.

Décision finale: L'Assemblée a approuvé le rapport par consensus, et a adopté la décision sur le détachement de personnel auprès de l'IRENA (A/2/DC/L.5). Cette décision stipule que le personnel actuellement en service dans le cadre d'un détachement peut être maintenu en attendant l'aboutissement des arrangements déjà en cours; approuve l'introduction d'un mécanisme qui autorise le recrutement du personnel en utilisant les contributions volontaires; autorise

la disposition sur le détachement; encourage la conclusion d'arrangements de prêt; et prie le Directeur général de présenter un rapport à l'Assemblée lors de sa troisième session sur l'application de sa décision.

PROJET D'ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS: 'Akau'ola, président du CGJ, a indiqué que le comité n'a pas été en mesure de finaliser le texte du projet d'accord sur les privilèges et immunités (A/2/DC/L.6). Le Japon et la France ont déploré le calendrier de la discussion précédente qui a empêché la participation de certains membres. Le Royaume-Uni a demandé aux pays ayant des questions sur le texte d'apporter le projet de texte à une réunion informelle.

Le dimanche soir, le président a présenté un rapport sur les discussions informelles et a indiqué qu'aucun accord final n'a été conclu sur le libellé, mais qu'il a été convenu de soumettre le projet de texte à l'Assemblée. Pour ce qui est du nouveau projet de texte, le Japon a exprimé des préoccupations et demandé du temps pour poursuivre les discussions. L'Allemagne et Amin, le Directeur général, ont exhorté les délégués à trouver un accord pour finaliser la mise en place institutionnelle de l'IRENA dont font partie intégrante les privilèges et les immunités.

Décision finale: L'Assemblée a décidé de permettre aux parties de poursuivre les consultations et de présenter un texte final à sa troisième session.

STATUTS PROVISOIRES DU PERSONNEL: Le Secrétariat a présenté les Statuts provisoires du personnel, (A/2/DC/L.11), et a rappelé à l'Assemblée qu'ils pourront être révisés et modifiés par le Directeur général, s'il le juge nécessaire, et soumis au Conseil pour approbation l'année prochaine. L'Assemblée a pris note des Statuts provisoires du personnel.

RÈGLEMENT FINANCIER PROVISOIRE: Le Secrétariat a présenté le Règlement financier provisoire (A/2/DC/L.12) et a indiqué que le texte intégral sera soumis au Conseil avant la prochaine Assemblée et avant la finalisation. L'Assemblée a pris note du Règlement financier provisoire.

PROJET DE POLITIQUE SUR L'ÉTHIQUE ET LE CONFLIT D'INTÉRÊTS: Le Secrétariat a présenté le Projet de politique sur l'éthique et le conflit d'intérêts (A/2/L.13; A/2/DC/L.7) approuvé par le Conseil, et a recommandé son adoption par l'Assemblée.

Décision finale: L'Assemblée a adopté par consensus la Politique sur l'éthique et le conflit d'intérêts et a demandé au Directeur général de réviser le Code de conduite annexé aux Statuts du personnel, afin d'en assurer la cohérence.

PROJET DE MODIFICATIONS AUX STATUTS DU PERSONNEL: Le Secrétariat a présenté un rapport sur le projet de modifications aux Statuts du personnel (A/2/DC/L.8/Rev.1). Elle a souligné que le projet de modifications porte sur les droits et les obligations du personnel, les cadeaux ou les faveurs, et la déclaration du conflit d'intérêts.

Décision finale: L'Assemblée a adopté le texte modifié des Statuts du personnel qui met à jour et remplace les premiers statuts (A/2/L.14).

PROJET DE POLITIQUE SUR LA DIVULGATION DES DOCUMENTS: L'Assemblée a examiné la décision sur le Projet de politique de divulgation des documents (A/2/DC/L.9), et les parties ont salué les efforts déployés par le Secrétariat pour produire tous les documents de la réunion de manière transparente.

Décision finale: L'Assemblée a adopté la politique sur la divulgation des documents, ainsi que les modifications à la politique contenues dans le document A/2/L.15.

FONDS D'ABU DHABI POUR LE DÉVELOPPEMENT: Le Directeur général Amin, a présenté le projet de décision sur le démarrage du cycle de financement pour les projets candidats au financement du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (A/2/DC/L.10) qui fournirait 50 millions \$ US par an pendant sept ans pour des projets d'énergie renouvelable dans les pays en développement. Dans son rapport sur le cycle de financement du Fonds (A/2/16), Amin a recommandé la création d'un comité consultatif composé de sept membres, et jusqu'à sept suppléants, élus tous les trois ans. Les États-Unis et le Japon ont exprimé des préoccupations concernant le processus de sélection des membres du Comité consultatif et la durée de leur mandat, et il s'en est suivi une longue discussion. Le président Namburete a suggéré une modification au document A/2/DC/L.10, modification qui a été intégrée dans une version révisée du projet et qui stipule que l'élection des membres du Comité consultatif et de leurs suppléants dont la liste figure à l'Annexe 1, s'applique uniquement au présent cycle de financement et sera réexaminée lors de la troisième Assemblée.

Décision finale: L'Assemblée a adopté la décision modifiée A/2/DC/L.10/Rev.1, et ajouté une note à la décision pour soutenir l'entrée du Japon au Comité consultatif au cours du prochain cycle de financement.

CRÉATION D'UN FONDS POUR SOUTENIR LA PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUX RÉUNIONS DE L'IRENA: Le Secrétariat a présenté le rapport du Directeur général sur la création d'un Fonds pour les représentants des pays en développement (FPDR) (A/2/17), destiné à financer les coûts des voyages et les indemnités de subsistance des délégués des PMA et des PEID. Les États-Unis ont appelé les pays à contribuer au Fonds en plus grand nombre, afin de faciliter une plus grande participation des délégués des pays en développement aux réunions de l'Assemblée et du Conseil.

Décision finale: L'Assemblée a adopté la décision sur la création du FPDR (A/2/DC/L.11), et la Guinée Bissau a remercié les parties pour leur générosité.

RAPPORT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS: Faalavaau Perina Sila (Samoa), président du Comité de vérification des pouvoirs, a présenté le rapport du Comité (A/2/L.6), notant que 68 membres ont soumis des références valides. L'Assemblée a pris note du rapport.

NOMINATION D'UN VÉRIFICATEUR EXTERNE DE L'AGENCE: Le président du Comité des finances, Conrod Hunte (Antigua et Barbade) a informé les délégués sur le processus entrepris pour la sélection d'un vérificateur (A/2/CRP/1). Les États-Unis ont félicité le Secrétariat pour la rigueur et l'intégrité du processus d'examen, et les EAU ont déclaré que le processus a été équitable et transparent.

Décision finale: L'Assemblée a décidé de nommer la Norvège dans les fonctions de Vérificateur externe de l'Agence pour une période de deux ans (A/2/DC/L.12).

RAPPORT DE LA TABLE RONDE MINISTÉRIELLE SUR LE PROJET DE STRATÉGIE À MOYEN TERME DE L'IRENA: Mohamed El-Ashry, REN21, a déclaré que les

discussions de la session ont confirmé le haut niveau de l'intérêt suscité par la décision de l'IRENA de rendre public l'analyse de rentabilité des énergies renouvelables de tous les types. Il a souligné l'approbation massive de l'approche stipulée par le Directeur général dans le projet de stratégie à moyen terme. L'Assemblée a pris note du rapport.

RAPPORT DE LA TABLE RONDE MINISTÉRIELLE SUR LA COOPÉRATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ: Carlos Pascual, envoyé spécial coordinateur pour les affaires internationales d'énergie des États-Unis, a relevé que les participants ont exprimé leur soutien à la création d'un conseil des entreprises de l'IRENA. Il a spécifiquement insisté sur la nécessité de la diversité dans la composition du secteur privé du Conseil et sur une focalisation sur le niveau local où sont mis en œuvre les projets d'investissements. L'Assemblée a pris note du rapport.

DISPOSITIONS POUR LA TROISIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE: Le dimanche après-midi, l'Assemblée a décidé par consensus de tenir sa troisième session les 13 et 14 Janvier 2013 à Abu Dhabi. L'Assemblée a également désigné par consensus Martin Lidegaard, Ministre de l'énergie et du changement climatique du Danemark, comme président, et la Grenade, la Malaisie, le Nigéria et la Pologne, comme vice-présidents de cette troisième session.

QUESTIONS DIVERSES: Un certain nombre de délégués francophones et hispanophones ont exprimé des préoccupations concernant la question du multilinguisme.

TABLE RONDE MINISTÉRIELLE SUR LE PROJET DE STRATÉGIE À MOYEN TERME DE L'IRENA

Cette session a eu lieu le samedi après-midi, et était présidée par Farooq Abdullah, Ministre indien des énergies nouvelles et renouvelables. L'objectif de la session était de solliciter les conseils de ministres sur la manière dont l'IRENA peut réaliser au mieux ses promesses et son potentiel, et guider la mise au point du Cadre stratégique à moyen terme proposé pour 2012-2015.

Mohamed El-Ashry, président de REN21, a recommandé à l'IRENA de poursuivre une stratégie: d'amélioration de l'efficacité des réseaux existants; de conseil sur les cadres stratégiques qui visent à promouvoir des conditions de marché adéquates; d'encouragement de la décentralisation énergétique; de promotion de l'utilisation des fonds publics pour renforcer le secteur privé; et d'identification des lacunes et des besoins en développement technologique.

Jeremy Oppenheim, Directeur du bureau de Londres de McKinsey & Company, a observé que l'IRENA peut combler les lacunes en offrant: une voix globale pour les énergies et technologies renouvelables; les ressources de conseils technologiques sur les énergies et technologies renouvelables pour les pays en développement; et l'amélioration des réseaux des acteurs nationaux et régionaux des énergies renouvelables. Il a déclaré que le succès de l'IRENA ne sera pas mesuré en aidant tous les pays à faire des changements progressifs, mais en opérant une transformation dans un certain nombre de pays choisis pour servir d'exemples.

Klaus Töpfer, ancien Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et Sous-secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que la responsabilité incombe aux pays développés de concevoir les technologies qui font baisser le prix des énergies renouvelables, et a appelé à une révolution technologique et comportementale pour l'efficacité énergétique.

Ouvrant le débat, le président Farooq Abdullah a donné la parole aux ministres participants, les invitant à exprimer leurs points de vue sur la manière de procéder afin qu'IRENA puisse jouer un rôle central pour les pays désireux de développer les énergies renouvelables.

Le Mozambique a exhorté l'IRENA à travailler davantage avec les pays qui montrent une forte volonté politique à démarrer une révolution au niveau domestique dans le domaine des énergies renouvelables. Tokelau a mis le monde au défi d'atteindre sa cible de 100% d'électricité provenant des énergies renouvelables d'ici la fin de 2012, tandis que le Japon a demandé aux pays d'accompagner les apports technologiques et financiers par un soutien social, et de respecter la puissance des forces naturelles en vivant en harmonie avec la nature. Le Mali, considérant les nombreux objectifs de l'organisation, a mis l'IRENA en garde contre une sous-estimation des ressources limitées et de la complexité du problème.

L'Allemagne a souligné que l'IRENA doit bâtir son autorité analytique et accroître sa capacité de prestataire de conseils, tandis que la France a appelé à la création d'un lien entre le budget annuel et la stratégie financière à moyen-terme, et à l'élaboration des stratégies à long terme. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a fait savoir qu'elle signera une Lettre d'intention avec l'IRENA pour développer, exploiter, entretenir et élargir ensemble une base de données des énergies renouvelables. Le Danemark a exhorté l'IRENA à se servir des médias pour mieux sensibiliser sur les avantages des énergies renouvelables et dissiper les idées fausses au sujet du prix.

Le Niger, le Togo et le Soudan ont souligné la nécessité pour l'IRENA de donner l'élan pour le transfert de technologies, et l'Union pour la Méditerranée a appelé à des synergies avec les organisations régionales pour l'élaboration de feuilles de route à moyen-terme, l'identification des projets pilotes et la fourniture d'outils financiers. L'Irak a exhorté l'IRENA à renforcer la sensibilisation, tandis que la Suisse a mis les membres en garde contre des attentes irréalistes. Le Kenya a suggéré que l'IRENA puisse guider le développement du secteur privé dans les pays en développement en soutenant les projets de partenariat d'entreprises, tandis que la Sierra Leone a encouragé l'IRENA à se positionner comme un intermédiaire commercial.

Les États-Unis ont déploré l'absence, non pas de technologies, mais de modèles d'entreprises et ont déclaré qu'il est impératif de créer des liens auto-entretenus entre les entreprises, les financiers et les clients. L'Afrique du Sud a déclaré que les contextes nationaux des chaînes de valeur doivent être mieux compris. L'Espagne a déclaré que les États membres de l'IRENA constituent son principal potentiel, et que l'IRENA doit croître la main dans la main avec le secteur privé. La Grèce a indiqué que, conformément à ses statuts, l'IRENA devra se concentrer davantage sur les biocarburants que par le passé. La Malaisie a

déclaré que les pays ont besoin d'aide pour intégrer les énergies renouvelables dans les marchés énergétiques nationaux et régionaux.

TABLE RONDE MINISTÉRIELLE SUR LA COOPÉRATION DE L'IRENA AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

Cette session s'est tenue le dimanche matin et était présidée par Carlos Pascual, envoyé spécial américain, coordinateur chargé des affaires internationales d'énergie. La session avait pour objectif de définir la manière dont l'IRENA devra travailler avec le secteur privé pour mieux promouvoir le déploiement accru des énergies renouvelables.

Xabier Viteri, Directeur général d'Iberdrola Renovables, Iberdrola S.A. Group, a souligné que, bien que certaines énergies renouvelables ne soient pas encore compétitives, d'autres le sont. Il a déclaré que l'appui du gouvernement a été crucial pour le développement des énergies renouvelables, en dépit des contraintes financières actuelles qui nécessitent une coopération étroite avec l'industrie des énergies renouvelables pour le financement des augmentations d'investissement. Il s'est dit confiant qu'un Conseil des entreprises de l'IRENA pourra permettre d'introduire une rationalité économique dans le débat politique aussi longtemps que tous les intervenants du secteur industriel seront impliqués.

Jeremy Rifkin, président de l'Observatoire des tendances économiques, a déclaré que le coût des énergies traditionnelles continuera à croître, et qu'un «internet de l'énergie» pour les infrastructures de communication en énergie est nécessaire.

Christine Eibs Singer, Directrice générale de l'E + Co, a fourni des exemples de services de développement d'entreprises pour les petites et moyennes entreprises (PME) que l'E + Co implique à travers le monde, et souligné que la transparence des cadres de réglementation et de subvention est cruciale pour la mobilisation des capitaux privés locaux. À cet égard, elle a déclaré qu'un conseil d'entreprises de l'IRENA devra se concentrer sur l'organisation des entreprises à tous les niveaux.

Michael Eckhart, Directeur général de Citigroup, a fortement appuyé la formation d'un conseil d'entreprises de l'IRENA, en soulignant que 80% des capitaux investis dans les énergies renouvelables est destiné au financement des projets, et que 90% de ces capitaux appartiennent au secteur privé. Il a déclaré que les énergies renouvelables forment un secteur axé sur les politiques, financé par des fonds privés et administré par le secteur privé, raison pour laquelle l'objectif de l'IRENA doit être de piloter les flux financiers à travers des directives politiques. Il a recommandé qu'un conseil d'entreprises devra avoir pour mission de produire des analyses de rentabilité que l'IRENA pourra utiliser pour conseiller les décideurs et le secteur privé.

Le président Pascual a ensuite donné la parole aux participants. Le Togo a déclaré qu'il est important d'apprendre des erreurs du passé dans la promotion des PME, et a appuyé la création d'un conseil d'entreprises. La Grenade a relevé que le prix du carbone sera déterminant pour l'implication du secteur privé et qu'il faudrait instituer des méthodes pour atteindre la parité des prix dans les petits marchés.

L'Allemagne a rappelé que le développement d'analyses de rentabilité solides est impératif, tout comme le déclenchement d'un élan pour des révolutions énergétiques nationales par

l'introduction de nouvelles idées et de nouveaux penseurs. Il a déclaré que la clé de la réussite du régime allemand de crédit des énergies renouvelables a été l'implication des banques locales qui avaient reçu des connaissances et des outils pour l'octroi des prêts aux entreprises d'énergie renouvelable, ce qui autrement fait souvent défaut.

L'AIE a déclaré que l'institution d'un dialogue politique entre les entreprises et les décideurs, un dialogue centré non seulement sur le déploiement, mais aussi sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, est d'une importance capitale.

De nombreux participants ont souligné l'importance d'un cadre de réglementation favorable comme un préalable à la participation du secteur privé dans les énergies renouvelables, notamment la Nouvelle-Zélande et le Conseil mondial de l'énergie éolienne (GWEC) qui ont parlé de la nécessité de supprimer les subventions aux combustibles fossiles. Les Émirats arabes unis ont souligné qu'un conseil d'entreprises de l'IRENA devra avoir comme priorité la prestation des conseils à l'IRENA sur les possibilités techniques et commerciales.

Beaucoup de participants des pays en développement ont souligné le financement comme un défi majeur, en particulier pour les PME et surtout celles des zones rurales. La Zambie a demandé de se concentrer sur l'identification des pratiques qui fonctionnent au niveau local, et la Tanzanie a ajouté que les populations rurales s'intéressent à l'énergie pour des utilisations productives.

La Côte d'Ivoire et la Suède ont recommandé à l'IRENA de travailler en coopération avec d'autres organisations telles que la Banque mondiale.

Un certain nombre de participants ont également fourni des conseils pratiques sur les aspects organisationnels d'un futur conseil d'entreprises. Le Danemark a proposé de démarrer avec un groupe restreint de représentants du secteur des affaires pour identifier les principales problématiques, et de s'atteler ensuite à la construction d'un réseau plus vaste. Les EAU, la Suède et l'Allemagne ont suggéré que pour être efficace, un conseil d'entreprises doit impliquer les leaders de ce secteur issus de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement et de financement.

La France et la Nouvelle-Zélande ont ajouté qu'aucune technologie isolée ne devra dominer le travail de l'IRENA. Le GWEC et la Tanzanie ont recommandé que l'IRENA se concentre sur des projets concrets et réalisables. La Grèce a mis en garde contre le chevauchement avec d'autres organisations telles que le Conseil mondial des entreprises sur le développement durable. Palau a suggéré que le conseil soit un organisme dépositaire que le secteur privé peut consulter pour des informations spécifiques sur chaque pays.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Le dimanche soir, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est adressé à l'Assemblée et a félicité l'IRENA pour son leadership dans la promotion des énergies renouvelables. Il a déclaré que le nombre croissant des membres de l'IRENA montre clairement que les pays sont favorables à un avenir énergétique propre. Il a ensuite présenté les principaux objectifs de son initiative SE4All et souligné que la contribution de l'IRENA sera précieuse, en particulier en ce qui a trait à l'amélioration des cadres politiques pour «libérer la puissance» des énergies renouvelables.

Sultan Al Jaber, envoyé spécial des EAU chargé de l'énergie et du changement climatique, a déclaré qu'alors que 2011 a été l'année au cours de laquelle l'IRENA devait prouver qu'elle était sur la bonne voie, il faudra, en 2012, traduire cet élan en action concrète.

Adnan Amin, Directeur général de l'IRENA, a salué les progrès «considérables» accomplis au cours de la deuxième Assemblée, notamment l'augmentation budgétaire de 20% à un moment d'austérité globale. Il a également salué les efforts des délégués pour finaliser la mise en place institutionnelle de l'IRENA et déclaré que l'IRENA doit maintenant progresser sur une approche stratégique pour l'intensification des énergies renouvelables à l'échelle mondiale.

Le président de l'Assemblée, Salvador Namburete, a remercié le Conseil et ses membres qui lui ont fait confiance en lui donnant l'occasion de diriger la réunion, ainsi que les vice-présidents pour leur soutien et leurs conseils.

Le Directeur général Amin, a conclu la réunion en remerciant les membres et les participants pour leur persévérance, et pour les nombreuses contributions volontaires, et a déclaré que la réunion a été un succès. Il a ajouté qu'avec l'adoption d'un nouveau programme de travail et la création du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, l'IRENA est lancée sur la scène internationale et dispose désormais du potentiel pour introduire un changement réel dans le secteur des énergies renouvelables.

Le président Namburete a levé la séance à 19h 43.

BRÈVE ANALYSE DE LA RÉUNION

La deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA a vu s'établir la plus jeune organisation internationale du monde, et a marqué une étape importante dans l'évolution de l'Agence sur les plans institutionnel et financier, et sur le fond. Les délégués ont pris des décisions sur les règles et les structures formelles et organisationnelles, adopté une augmentation budgétaire importante, et fourni des orientations importantes sur la voie à suivre au cours de la prochaine année et jusqu'en 2015. Au cours de la réunion, il est devenu clair que l'IRENA devra viser à devenir l'organisme mondial «de référence» de conseil politique au niveau national en matière d'énergies renouvelables pour le développement humain.

Les rapports sur les travaux achevés et les travaux envisagés présentés à la réunion ont été une illustration du travail effectué par l'IRENA pour faire efficacement ses preuves sur la scène internationale. Par ailleurs, l'Agence a reçu au cours de cette réunion, des directives précises pour commencer à produire des résultats concrets. Cette brève analyse examine l'évolution de l'IRENA qui commence à passer du simple «débat pour débattre» sur les progrès dans le déploiement des énergies renouvelables, à son plan pour démarrer la «mise en pratique effective» des conseils politiques pertinents et efficaces en vue de l'adoption accrue des énergies renouvelables dans le monde entier.

«DU DÉBAT POUR DÉBATTRE...»

Au cours des huit mois qu'a vécus l'IRENA dans «l'année» depuis sa première Assemblée, l'Agence s'est présentée dans un certain nombre de forums internationaux et a commencé un travail de fond. L'IRENA était représentée à plusieurs réunions internationales importantes et a obtenu le statut d'observateur

à l'ONU. Le Directeur général, Adnan Amin, a été invité à participer au Groupe de haut-niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'Initiative pour l'énergie durable pour tous (SE4ALL). En outre, l'IRENA a ouvert son Centre d'innovation et de technologie à Bonn pour travailler sur les potentiels et les politiques de réduction des coûts; a annoncé qu'une Lettre d'intention sera signée avec l'Agence internationale de l'énergie, pour la collaboration sur une base de données commune des énergies renouvelables; et a démarré la coopération avec, et l'analyse des, Îles du Pacifique et des membres et partenaires africains.

Ces activités ont culminé dans un tourbillon de réunions internationales de haut-niveau et d'événements sur les énergies renouvelables survenus autour de la deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA, notamment une réunion de deux jours du Groupe de haut-niveau sur le SE4ALL, une réunion de haut-niveau des ministres et des chefs d'États des Îles du Pacifique et le Sommet mondial sur les énergies du futur, qui ont attiré de nombreux dignitaires et des dirigeants d'organisations internationales, dont beaucoup ont également participé à l'Assemblée de l'IRENA. Cependant, pour que ces efforts et événements soient significatifs et efficaces, ils ne peuvent pas représenter la grande finale de la première année de travail de l'IRENA, mais doivent plutôt être considérés comme le début de sa deuxième année. Comme l'a souligné un délégué d'un pays développé, les attentes vis-à-vis du Secrétariat pour cette année concernent les réalisations, et l'accent devra être mis sur les activités concrètes et les résultats. Ceci, a-t-il ajouté, constituera la clé pour l'établissement de la réputation de l'IRENA sur la scène internationale.

«...AUX ACTES CONCRETS»

Avec une mise en place institutionnelle en bonne voie d'achèvement (exception faite de la décision sur les privilèges et immunités), des messages clairs des délégués sur la voie à suivre, et une nouvelle injection d'un montant de 28,4 millions \$ US pour 2012, l'IRENA est désormais politiquement armée et financièrement apte à avancer avec agressivité, et à offrir des conseils stratégiques clairs, pragmatiques et spécifiques à chaque contexte pour permettre un déploiement vaste et accéléré des énergies renouvelables. Il ne s'agit pas d'une tâche légère pour une agence dotée d'un secrétariat de 60 membres et dont le nombre de pays membres, 84 pays en plus de l'Union européenne (sur 149 signataires), croît rapidement.

Conformément au mandat de l'IRENA, ces activités et résultats doivent se concentrer sur une chose: le déploiement. De nombreux délégués à la Table ronde ministérielle sur la coopération de l'IRENA avec le secteur privé ont souligné que, pour avoir de l'influence sur le déploiement, l'Agence doit créer des liens importants et coopérer avec les entreprises de financement et de mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable. Il a été précisé qu'il sera difficile d'établir ces connections tant que l'IRENA ne sera pas en mesure de prouver qu'elle a quelque chose de concret à offrir aux entreprises. Déterminer ce que ce sera, ainsi que la manière de convaincre le secteur privé de la nécessité d'une telle collaboration, constituera un aspect important du travail de l'IRENA au cours des années à venir.

Vers la fin de 2011, une étape importante et pragmatique dans la réalisation du déploiement accru des énergies renouvelables dans les pays en développement a été lancée avec le démarrage du projet de l'IRENA pour l'évaluation de l'état de déploiement des énergies renouvelables (RRA), qui vise à doter les pays d'un outil pour autoévaluer leur capacité nationale à attirer, financer, installer, exploiter et entretenir des quantités croissantes d'énergies renouvelables. Il s'agit d'un projet clé dont les États membres espèrent qu'il peut favoriser des changements concrets de politiques pour encourager l'adoption accrue des énergies renouvelables. Cependant, certains délégués se sont dits préoccupés par le fait que, bien que la nature indépendante du projet de RRA puisse en assurer l'appropriation nationale, le niveau de détail, l'exhaustivité et la rigueur globale des évaluations qui en résulteront seront probablement très variables et, cela étant, les RRA peuvent constituer une approche risquée pour une institution appelée à se concentrer sur la fourniture de services consultatifs concrets et spécifiques à chaque contexte.

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE AUX NATIONS UNIES, EST-CE LÀ LA QUESTION?

Pour la plupart des gens, l'IRENA se trouve stratégiquement en dehors des compétences des Nations Unies, tout en conservant le plus haut niveau d'accès à l'Organisation. Beaucoup ont souligné lors de la première et la deuxième sessions de l'Assemblée de l'IRENA que cela permettra à celle-ci d'être plus rationalisée et plus efficace, et d'éviter de s'enliser dans la bureaucratie lourde et coûteuse des processus de prise de décision, entre autres problèmes. Mais cela ne signifie pas que l'IRENA est à l'abri des défis de la négociation. En fait, la non-disponibilité d'une traduction française du projet de politique s'est avérée une importante cause de discordance qui a empêché les délégués d'adopter cette année, une décision sur les privilèges et immunités. De nombreux délégués ont été surpris par le niveau de difficulté sur ce qu'un délégué a appelé «cette question de gestion interne». Le point de savoir si cette incapacité à s'entendre représentait une phase normale des douleurs de la croissance institutionnelle de l'IRENA ou un signe des problématiques à venir, a animé la discussion, pendant que les délégués regardaient furtivement leurs montres et tripotaient leur Blackberry le dimanche soir, en attendant une résolution, qui n'allait jamais arriver, sur la question.

CHANGER DE VITESSE?

Au moment où l'IRENA se prépare pour sa deuxième année de travail officiel, il ne fait aucun doute qu'il y a beaucoup d'attentes. Les énergies renouvelables sont arrivées sur les scènes internationales des affaires et de la politique d'une manière que peu de gens avaient cru possible lorsque l'idée de créer l'IRENA fut abordée pour la première fois. En conséquence, l'un des défis les plus importants auquel l'IRENA sera confrontée au cours des mois à venir sera la demande massive des services si nécessaires et très diversifiés que ses membres ont demandés au Secrétariat relativement limité de l'IRENA de coordonner et de superviser, notamment: la poursuite des travaux sur les profils régionaux des énergies renouvelables et les bases des connaissances; le renforcement de la coopération avec le secteur privé; le démarrage du développement des Atlas solaire et éolien mondiaux ainsi qu'un exercice d'évaluation des connaissances et des lacunes; et le démarrage de la tâche herculéenne de fournir

éventuellement aux gouvernements nationaux des conseils adaptés sur l'amélioration de leurs capacités à concevoir des cadres à long terme propices pour les énergies renouvelables. Bien qu'un certain nombre de ministres aient souligné lors des tables rondes ministérielles que l'IRENA devra éviter de trop embrasser et d'aller trop vite, l'Agence est en même temps poussée par d'autres membres à agir aussi rapidement que possible pour atténuer les changements climatiques et soulager la pauvreté énergétique à la faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il se pourrait alors qu'au pays de «Ferrari World», où se trouve le siège de l'IRENA, l'Agence doive conduire avec un pied sur l'accélérateur et l'autre sur le frein.

RÉUNIONS À VENIR

Connecter les données publiques pour accélérer le développement sobre en carbone: Cet atelier aura pour objectif d'aider les organismes publics à prendre les mesures nécessaires pour ouvrir leurs ensembles de données et les présenter sous un format lisible par machine et normalisé, et à maximiser l'interconnexion entre les intermédiaires et les fournisseurs des connaissances. L'atelier est organisé par le Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEEP). **date:** 18 janvier 2012 **lieu:** Institut Masdar, Masdar City, à Abu Dhabi, Émirats arabes unis **contact:** Florian Bauer, Secrétariat de REEEP **téléphone:** +43-1-26026-3714 **télécopie:** +43-1-21346-3714 **e-mail:** florian.bauer@reep.org **www:** <http://www.reep.org/index.php>

Premières discussions sur l'avant-projet du Document final de la CNUDD: Les premières discussions sur l'«avant-projet» du Document final de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD, ou Rio +20) auront lieu du 25 au 27 janvier 2012, et seront basées sur une compilation des commentaires envoyés au Secrétariat de la CNUDD par les États membres et autres parties prenantes. **dates:** du 25 au 27 janvier 2012 **lieu:** Siège des Nations Unies, à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **e-mail:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Réunion annuelle 2012 du Forum économique mondial: La réunion annuelle 2012 du Forum économique mondial se tiendra à la fin de janvier 2012 sous le thème de «La Grande Transformation: façonner de nouveaux modèles». **dates:** du 25 au 29 janvier 2012 **lieu:** Davos, Suisse **téléphone:** +41-22-869-1212 **télécopie:** +41-22-786-2744 **e-mail:** contact@weforum.org **www:** <http://www.weforum.org/events/world-economic-forum-annual-meeting-2012>

Transformer les Transports: La neuvième édition annuelle de «Transformer les Transports» aura lieu à la Banque mondiale à la fin de janvier 2012, et mettra l'accent sur les grandes idées pour intensifier les meilleures pratiques en matière de transport durable dans les villes à travers le monde. **dates:** les 26 et 27 janvier 2012 **lieu:** Banque mondiale, Washington, DC, États-Unis **contact:** EMBARQ, World Resources Institute **téléphone:** +1-202-729-7600 **télécopie:** +1-202-729-7610 **e-mail:** EMBARQ@wri.org **www:** <http://www.embarq.org/en/transforming-transportation-2012>

Global Energy Basel - Deuxième Sommet pour le financement d'une infrastructure durable: La conférence annuelle de Global Energy Basel rassemble les leaders mondiaux de l'industrie, des gouvernements et des entreprises pour instituer

un dialogue sur l'avenir des infrastructures durables à faible teneur en carbone, y compris l'approvisionnement en énergie durable, les énergies renouvelables, la gestion de la demande et l'efficacité énergétique. **dates:** les 21 et 22 février 2012 **lieu:** Bâle, Suisse **contact:** Global Energy Basel **téléphone:** +41-61-205-1080 **e-mail:** info@globalenergybasel.com **www:** http://globalenergybasel.com/

Dialogue sur la gouvernance de l'énergie et des changements climatiques: Cette septième réunion d'une série de dialogues organisée par l'Organisation des États américains (OEA) a pour objectif de formuler des recommandations pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable sur l'amélioration du cadre normatif pour la durabilité énergétique et l'atténuation du changement climatique. **date:** 28 février 2012 **lieu:** siège de l'OEA, à Washington, DC, États-Unis **contact:** Mark Lambrides. OAS **téléphone:** +1-202-458-6261 **télécopie:** +1-202-458-3560 **e-mail:** MLambrides@oas.org **www:** http://www.oas.org/en/sedi/dsd/rio+20/default.asp

Réunion des pays pilotes du FIC participant au SREP: Le Programme d'intensification des énergies renouvelables (SREP) du Fonds d'investissement climatique (FIC) tiendra une réunion de ses pays pilotes pour évaluer les progrès et discuter des tâches à venir. **dates:** du 7 au 10 mars 2012 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Zhang Zhihong **téléphone:** +1-202-458-1801 **e-mail:** zzhang2@worldbank.org **www:** http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/content/srep-pilot-country-meetings

RE5 du GTIII du GIEC Deuxième réunion d'experts sur les scénarios: Les scénarios jouent un rôle clé dans la contribution du GTIII au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, considérés comme un élément intégrant. Les auteurs de tous les chapitres pertinents se réuniront pour coordonner et intégrer les activités du scénario dans tous les chapitres. **dates:** les 17 et 18 mars 2012 **lieu:** Wellington, Nouvelle-Zélande **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208 **télécopie:** +41-22-730-8025 **e-mail:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** http://www.ipcc.ch/

Planète sous pression: Nouvelles connaissances vers des solutions: Cette conférence mettra l'accent sur les solutions au défi mondial de la durabilité. La conférence discutera des solutions pour amener la société dans une voie durable et assurer la direction scientifique en vers la CNUDD. **dates:** du 26 au 29 mars 2012 **lieu:** Londres, Royaume-Uni **contact:** Jenny Wang **téléphone:** +86-10-8520-8796 **e-mail:** Jen.wang@elsevier.com **www:** http://www.planetunderpressure2012.net

Première série des Négociations «informelles-informelles» sur l'avant-projet du document final de la CNUDD: Cette réunion poursuivra les négociations sur le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. **dates:** du 19 au 23 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **e-mail:** uncsd2012@un.org **www:** http://www.uncsd2012.org/rio20/

Troisième réunion intersessions de la CNUDD: La troisième réunion intersessions de la CNUDD se tiendra en mars 2012. **dates:** les 26 et 27 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU, à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **e-mail:** uncsd2012@un.org **www:** http://www.uncsd2012.org/rio20/

Atelier conjoint Japon-IRENA pour la promotion des énergies renouvelables dans la région des Îles du Pacifique: Cet atelier a pour objectif de renforcer davantage la coopération entre l'IRENA et les pays insulaires du Pacifique dans le domaine des énergies renouvelables. Il se tiendra en conjonction avec la 6^{ème} réunion des Dirigeants des Îles du Pacifique (PALM6) à Okinawa, au Japon, les 25 et 26 mai 2012. **dates:** fin mai 2012 **lieu:** Okinawa, Japon **contact:** Mme Kotono Hara, Division de la sécurité économique, Bureau des affaires économiques, Ministère des Affaires étrangères **téléphone:** +81-3-5501-8339 **e-mail:** kotono.hara-2@mofa.go.jp **www:** http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/palm/palm6/index.html

Troisième PrepCom CNUDD: La troisième réunion du Comité préparatoire de la CNUDD se tiendra au Brésil immédiatement avant la conférence. **dates:** du 13 au 15 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **e-mail:** uncsd2012@un.org **www:** http://www.uncsd2012.org/

Conférence des Nations Unies sur le développement durable: La CNUDD marquera le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre), qui a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil en 1992. **dates:** du 20 au 22 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **e-mail:** uncsd2012@un.org **www:** http://www.uncsd2012.org/

CdP 18 CCNUCC: La 18^e session de la Conférence des Parties (CdP 18) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la huitième Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP/RdP 8), entre autres réunions connexes, sont prévues à Doha, au Qatar. **dates:** du 26 novembre au 7 décembre 2012 **lieu:** Doha, Qatar **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **e-mail:** secretariat@unfccc.int **www:** http://unfccc.int

Troisième session de l'Assemblée de l'IRENA: La troisième session de l'Assemblée de l'IRENA est prévue en janvier 2013. **dates:** les 13 et 14 janvier 2013 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Adnan Amin, Directeur général **téléphone:** +971-2-4179001 **e-mail:** secretariat@irena.org **www:** http://www.irena.org

GLOSSAIRE

AIE	Agence internationale de l'énergie
CGJ	Comité de la gouvernance et des questions juridiques
CITI	Centre d'innovation et de technologie d'IRENA
EAU	Émirats arabes unis
GWEC	Conseil mondial de l'énergie éolienne
IRENA	Agence internationale des énergies renouvelables
PMA	Pays les moins avancés
PEID	Petits états insulaires en développement
PME	Petites et moyennes entreprises
REN21	Réseau des politiques d'énergie renouvelable pour le 21 ^e siècle
SE4ALL	Énergies durables pour tous